

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE-ÉLEVAGE  
MARAÎCHÈRES, HORTICOLES ET PÉPINIÈRES  
ET CUMA AINSI QUE LES ENTREPRISES DE TRAVAUX  
AGRICOLAS ET RURAUX  
(MARNE ET AUBE)  
(12 février 1991)**

(Etendue par arrêté du 25 juin 1991  
*Journal officiel* du 18 juillet 1991)

AVENANT N° 48 DU 22 MARS 2005 (1)

NOR : AGRS0597087M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Marne ;

Le syndicat des horticulteurs, maraîchers et pépiniéristes de la Marne ;

Les syndicats des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux de la Marne et de l'Aube ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Marne,

D'une part, et

Le syndicat départemental des salariés de l'agriculture FGA-CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions du présent avenant annulent et remplacent en toutes ses dispositions l'avenant n° 45 du 30 novembre 2004.

**Article 2**

L'article 19 « Garantie de ressources en cas d'arrêt de travail », est modifié comme suit.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Le premier alinéa du paragraphe II de l'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les entreprises assujetties à la présente convention doivent s'affilier à AGRI-Prévoyance, 21 rue de la Bienfaisance 75008 Paris chargée, par accord d'adhésion conclu entre les signataires du présent avenant, de gérer un régime garanties incapacités de travail. »

### **Article 3**

Pour tenir compte du changement de dénomination de la CAMARCA-Prévoyance, dans toutes les autres dispositions du paragraphe II de l'article 19, les mentions « la CAMARCA-Prévoyance » et « CAMARCA » sont remplacées par la mention « AGRI-Prévoyance ».

### **Article 4**

Au 3<sup>e</sup> alinéa du sous-paragraphe *b* du paragraphe II de l'article 19, la mention « d'une pension égale à 30 % » est remplacée par « d'une pension égale à 20 % ».

### **Article 5**

Le sous-paragraphe *c* du paragraphe II de l'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *c*) Cotisations.

Les garanties sont financées par une cotisation égale à 1,55 % des rémunérations brutes versées aux salariés définis au 1<sup>er</sup> alinéa du paragraphe I, réparties ainsi :

- 0,39 % à la charge de l'employeur ;
- 1,16 % à la charge du salarié.

Cette répartition doit permettre d'inclure, dans la participation de l'employeur, l'intégralité de la cotisation correspondant au risque accident du travail. »

### **Article 6**

Au sous-paragraphe *d* du paragraphe II de l'article 19, la mention : « 1<sup>er</sup> janvier 1995 » est remplacée par la mention : « 1<sup>er</sup> janvier 2005 ».

### **Article 7**

Le présent avenant prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005 et sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique agricoles de la Marne.

### **Article 8**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 22 mars 2005.

(Suivent les signatures.)